

VERTALING

N 90 — 1753

29 MAART 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende invoering van een paragraaf 8 in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de wet van 25 april 1963 op het beheer van de instellingen van openbaar nut, van sociale zekerheid en van sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de procedure tot toekenning van werknemers van het derde arbeidscircuit ter beschikking gesteld van families in geval van talrijke geboorten onverwijld te vergemakkelijken;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort,

Besluit:

Artikel 1. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, wordt een als volgt opgesteld paragraaf 8 ingevoegd:

« De Minister draagt zijn goedkeuringsbevoegdheid over aan de directeur-generaal van de Algemene Directie van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest voor de aanvragen voor werknemers van het derde arbeidscircuit die ter beschikking van families moeten gesteld worden in geval van meervoudige geboorte. In dit geval is § 3 niet van toepassing.

De hierboven vermelde ambtenaar controleert of bij de aanvang een verslag van de inspecteur, een medisch attest tot bevestiging van de natuurlijke geboorten alsook een aanslagbiljet betreffende de belastingen op de fysieke personen met vermelding van de belastbare inkomsten van de aanvrager gevoegd zijn.

Art. 2. Dit besluit treedt in kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 maart 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

F 90 — 1754

22 JUNI 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand (1)

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'avis du Comité de gestion du FOREM;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire que les mesures d'exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand entrent en vigueur en même temps que le décret;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Décret du 31 mai 1990, *Moniteur belge* du 16 juin 1990.

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° le décret : le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;
- 2° le Ministre : le Ministre de la Région wallonne ayant l'emploi dans ses attributions;
- 3° l'administration : la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 4° le FOREM : l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi;
- 5° les services subrégionaux de l'emploi : les services subrégionaux de l'emploi du FOREM.

Art. 2. Les parents visés à l'article 7 du décret bénéficient, jusqu'à ce que le cadet ait atteint l'âge de trois ans, de la prise en charge par la Région des rémunérations et des cotisations sociales y afférentes pour :

a) une puéricultrice à temps plein et une femme d'ouvrage à mi-temps lorsque trois ou quatre enfants sont nés;

b) une puéricultrice et une femme d'ouvrage à temps plein lorsque plus de quatre enfants sont nés.

Si le revenu imposable des parents indiqué dans l'avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques de l'exercice fiscal précédant l'introduction de la demande et chaque anniversaire de la décision ne dépasse pas 1 500 000 F, aucune quote-part n'est due.

Si leur revenu dépasse 1 500 000 F, une quote-part égale à celle fixée à l'article 6, § 3, du décret est due.

Le montant de 1 500 000 F est rattaché à l'indice 138,01 de l'indice des prix à la consommation au 1er janvier 1990. Le montant est modifié chaque année en fonction de l'évolution de cet indice.

Art. 3. Il y a lieu de considérer qu'un pouvoir public joue un rôle prépondérant dans la création ou la direction d'une association sans but lucratif ou d'un établissement d'utilité publique lorsqu'au moins deux tiers des membres du conseil d'administration de l'association ou de l'établissement sont des représentants d'un pouvoir public.

Art. 4. § 1er. L'employeur visé à l'article 3 du décret qui désire engager des travailleurs dans le programme « P.R.I.M.E. » adresse une demande à l'administration sur un formulaire mis à sa disposition par les services subrégionaux de l'emploi ou par l'administration.

Dès sa réception, la demande reçoit un numéro d'enregistrement qui est communiqué à l'employeur avec un accusé de réception.

Un rapport précis sur l'exécution des activités, accompagné des comptes financiers relatifs à l'exercice précédent, ainsi qu'un exemplaire des publications éventuellement réalisées, doivent être joints à la demande des employeurs qui, au cours de l'année précédente, ont occupé des travailleurs du troisième circuit de travail, du cadre spécial temporaire ou du programme « P.R.I.M.E. ».

En outre, les mêmes documents doivent être envoyés à l'administration et au Comité subrégional de l'emploi et de la formation dans le ressort duquel les activités s'exécutent en ordre principal, dans le mois qui précède chaque anniversaire de la décision initiale et, en tout cas, lors de l'introduction de toute demande n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision.

§ 2. L'instruction de la demande et l'évaluation de l'exécution des activités sont effectuées par l'administration.

§ 3. L'administration invite le Comité subrégional de l'emploi et de la formation dans le ressort duquel les activités s'exécutent en ordre principal à émettre un avis dans un délai de trente jours à dater de la réception du projet et demande au comité tout renseignement qu'il juge utile pour l'instruction de la demande. Passé ce délai, l'avis n'est plus requis.

L'avis du Comité subrégional de l'emploi et de la formation doit être motivé et porter notamment sur :

- 1° la conformité des qualifications demandées aux activités projetées et aux qualifications des chômeurs de la région;
- 2° la conformité du nombre de travailleurs demandés au volume de travail à réaliser;
- 3° les garanties de bonne fin;
- 4° l'utilité publique et l'absence de but lucratif des activités projetées;
- 5° la concurrence éventuelle des activités projetées au secteur marchand.

Il entend dans chaque cas l'inspecteur de projets compétent.

§ 4. En fonction des différents rapports qui lui sont transmis, l'administration émet un avis sur la demande et transmet un dossier complet ainsi qu'une proposition de décision au Ministre dans un délai de 45 jours calendrier à compter du terme du délai prévu au § 3.

§ 5. Le Ministre fait examiner le dossier par la commission prévue par l'article 8 du décret. Celle-ci se compose de deux représentants du Ministre ayant l'emploi dans ses attributions et de deux représentants du Ministre ayant le budget dans ses attributions.

Assistent aux réunions de cette commission, avec voix consultative, deux représentants de la Communauté française et un représentant de la Communauté germanophone lorsque ces communautés sont concernées.

La commission décide, s'il échet, d'entendre l'employeur.

§ 6. Le Ministre prend une décision et la soumet pour visa au Ministre ayant le budget dans ses attributions.

§ 7. L'administration notifie la décision au FOREM, à l'employeur et au Comité subrégional de l'emploi et de la formation.

§ 8. Les engagements des travailleurs doivent être réalisés dans un délai de six mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la notification de la décision et dans un délai d'un mois prenant cours le jour de la délivrance du document individuel de présentation des travailleurs par le FOREM.

En cas de remplacement, les travailleurs doivent être engagés dans un délai de trois mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la date de fin d'occupation des travailleurs qu'ils vont remplacer et dans un délai d'un mois prenant cours à la date de délivrance du document individuel de présentation des travailleurs par le FOREM.

§ 9. Au-delà de ces délais, tout engagement, non encore réalisé, ne peut donner lieu à l'intervention de la Région dans les rémunérations et les cotisations sociales.

L'occupation des travailleurs ne peut donner lieu à l'intervention de la Région dans les rémunérations et les cotisations sociales aussi longtemps que le contrat n'a pas été approuvé par le directeur du service subrégional de l'emploi.

Le directeur du service subrégional de l'emploi n'approuve les contrats qu'après avoir vérifié que les travailleurs remplissent les conditions d'engagement prévues aux articles 2 et 11, alinéa 2, du décret.

Pour chaque travailleur, il communique à la comptabilité du FOREM et à l'employeur le pourcentage de la quote-part qui sera réclamée à l'employeur ainsi que l'échelle de traitement applicable en tenant compte, le cas échéant, de l'occupation du travailleur au service du même employeur depuis le 1er janvier 1987.

§ 10. La période d'occupation prévue à l'article 4, alinéa 1er, du décret prend cours le jour où commence l'exécution du premier des contrats de travail ou, en cas de renouvellement, le jour de la décision dudit renouvellement lorsqu'un travailleur au moins n'a pas reçu à cette date un préavis de licenciement.

Art. 5. § 1er. L'employeur visé à l'article 16 du décret qui désire engager des travailleurs dans le programme « P.R.I.M.E. » adresse à l'administration, par pli recommandé à la poste, une demande sur un formulaire mis à sa disposition par les Services subrégionaux de l'emploi ou par l'administration.

Dès sa réception, la demande reçoit un numéro d'enregistrement.

Il joint à sa demande, un rapport précis sur l'exécution des activités, accompagné des comptes financiers relatifs à l'exercice précédent, ainsi qu'un exemplaire des publications éventuellement réalisées.

En outre, les mêmes documents doivent être envoyés à l'administration dans le mois qui précède chaque anniversaire de la décision initiale et, en tout cas, lors de l'introduction de toute demande n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision.

§ 2. L'administration instruit la demande, évalue l'exécution des activités, émet un avis et transmet ensuite un dossier complet ainsi qu'une proposition de décision au Ministre dans un délai de 45 jours calendriers.

§ 3. Le Ministre fait examiner le dossier par la commission prévue à l'article 8 du décret, laquelle est composée et fonctionne comme prévue à l'article 4, § 5, et statue dans les 30 jours calendriers.

§ 4. Le Ministre prend une décision et la soumet pour visa au Ministre ayant le budget dans ses attributions. Si ce visa n'est pas donné dans les cinq jours calendriers de la réception du dossier, celui-ci est réputé favorable.

§ 5. Le Ministre notifie la décision à l'employeur, à l'administration et au FOREM.

§ 6. Les engagements des travailleurs doivent être réalisés dans un délai de trois mois prenant cours le premier jour du mois qui suit la date à laquelle les dispositions visées à l'article 15 du décret cessent d'être d'application.

Pour autant qu'il s'agisse de nouveaux travailleurs, leur occupation ne peut donner lieu à l'intervention de la Région dans les rémunérations et les cotisations sociales aussi longtemps que le contrat n'a pas été approuvé par le directeur du service subrégional de l'emploi.

Le directeur du service subrégional de l'emploi n'approuve les contrats qu'après avoir vérifié que les travailleurs remplissent les conditions d'engagement.

Pour chaque travailleur, il communique à la comptabilité du FOREM et à l'employeur le pourcentage de la quote-part qui sera réclamée à l'employeur ainsi que l'échelle de traitement applicable en tenant compte, le cas échéant, de l'occupation du travailleur au service du même employeur depuis le 1er janvier 1987.

§ 7. La période d'occupation prévue à l'article 4, alinéa 1er, du décret prend cours le jour où commence l'exécution du premier des contrats de travail ou, en cas de renouvellement, le jour de la décision dudit renouvellement lorsqu'un travailleur au moins n'a pas reçu à cette date un préavis de licenciement.

Art. 6. Le nombre moyen des travailleurs occupés au cours des trois années qui précèdent la demande, visé à l'article 5, alinéa 1er, a, 4^o, du décret est le quotient du nombre total des travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale à la fin de chaque trimestre de chacune des trois années considérées divisé par le nombre de trimestres pour lesquels une déclaration a été introduite auprès de cet office au cours de ces trois années.

Lorsqu'au jour où se fait le calcul, une ou plusieurs déclarations trimestrielles n'ont pas été introduites auprès de l'Office national de Sécurité sociale, il y a lieu de prendre en considération, pour les périodes n'ayant pas fait l'objet de déclarations, la moyenne arithmétique du nombre de travailleurs mentionnés sur les déclarations trimestrielles qui ont été introduites.

En ce qui concerne les chômeurs mis au travail le nombre moyen est établi par la moyenne arithmétique du nombre de chômeurs occupés par l'employeur durant chacun des trimestres des années considérées.

Art. 7. En vertu de l'article 8, alinéa 4, du décret, le Ministre met fin à l'intervention financière de la Région et demande à l'employeur le remboursement de tout ou partie de cette intervention dans les cas suivants :

1^o si l'employeur ne respecte pas une ou plusieurs conditions que sa demande doit remplir conformément à l'article 5 du décret;

2^o s'il ne respecte pas les conditions éventuellement mentionnées dans la décision approuvant la demande;

3^o s'il fait réaliser d'autres activités que celles qui ont fait l'objet de la décision approuvant la demande;

4^o s'il ne rembourse pas au FOREM, dans le délai prévu à l'article 12, alinéa 3, du décret la quote-part prévue aux articles 6 et 17 du décret ou en vertu de l'article 7 du même décret;

5^o s'il met cette quote-part à charge des travailleurs.

Le FOREM procède au recouvrement et transmet les dossiers des débiteurs récalcitrants à l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines.

Les poursuites à exercer par cette administration s'effectuent conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949; les sommes récupérées sont restituées au FOREM sous déduction des frais éventuels.

Art. 8. Sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, les agents de l'administration désignés à cette fin surveillent et contrôlent l'exécution du décret et du présent arrêté. Ils ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle et de dresser des procès-verbaux.

Une copie du procès-verbal doit être notifiée au contrevenant dans les 14 jours de la constatation des manquements.

Le FOREM est autorisé à se faire remettre tout document qu'il juge nécessaire pour accomplir les missions qui lui incombent conformément à l'article 12 du décret.

Art. 9. Pour ce qui concerne la Région wallonne, les dispositions suivantes sont abrogées :

1^o l'arrêté royal du 29 mars 1982 d'exécution de la section 3, Cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, modifié par les arrêtés royaux du 28 mars 1984 et du 29 octobre 1986;

2^o l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n^o 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

3° l'arrêté royal du 4 février 1987 fixant la composition de la commission interministérielle en ce qui concerne le troisième circuit de travail et le cadre spécial temporaire;

4° l'arrêté royal du 16 février 1987 d'exécution de l'article 2, § 2, 5° et 6° de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand;

5° l'article 2 de l'arrêté royal du 16 février 1987 d'exécution de l'article 2, § 3, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand;

6° l'arrêté ministériel du 31 décembre 1986 d'exécution de l'article 3, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 mars 1982 d'exécution de la section 3, Cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978;

7° l'arrêté ministériel du 31 décembre 1986 d'exécution de l'article 17, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le jour de l'entrée en vigueur du décret.

Les dispositions visées à l'article 9, 2°, 3°, 4°, 5° et 7°, restent néanmoins d'application aussi longtemps que celles visées à l'article 15 du décret.

Art. 11. Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juin 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi,
E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

D 90 — 1754

22. JUNI 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Ausführung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor (1)

Aufgrund des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor;

Aufgrund des Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses des GRABA;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor zur gleichen Zeit wie das Dekret in Kraft treten müssen;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. « Dekret » : das Dekret vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor;

2. « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

3. « Verwaltung » : die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region;

4. « GRABA » : das Gemeinschaftliche und Regionale Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

5. « subregionale Dienststellen für Arbeitsbeschaffung » : die subregionalen Dienststellen für Arbeitsbeschaffung des GRABA.

Art. 2. Wenn es sich um die in Artikel 7 des Dekrets erwähnten Eltern handelt, übernimmt die Region, bis das jüngste Kind das Alter von drei Jahren erreicht hat, die Entlohnungen und die damit verbundenen Sozialversicherungsbeiträge für folgende Personen :

a) eine Kinderschwester in Vollzeitbeschäftigung und eine Raumpflegerin in Halbzzeitbeschäftigung, wenn drei oder vier Kinder geboren sind;

b) eine Kinderschwester und eine Haushaltshilfe in Vollzeitbeschäftigung, wenn mehr als vier Kinder geboren sind.

Wenn das steuerpflichtige Einkommen der Eltern, das im Steuerbescheid über die Steuer der natürlichen Personen des Steuerjahres, welches der Antragstellung und jedem Jahrestag des Beschlusses vorhergeht, angegeben ist, 1 500 00 BF nicht überschreitet, muß kein Beitrag gezahlt werden.

(1) Quellenangabe *Belgisches Staatsblatt* :

Dekret vom 31. Mai 1990, *Belgisches Staatsblatt* vom 18. Juni 1990.

Wenn ihr Einkommen 1 500 000 BF überschreitet, muß ein Beitrag gezahlt werden, der dem in Artikel 6, § 3, des Dekrets festgelegten Beitrag entspricht.

Der Betrag von 1 500 000 BF ist an den Index 138,01 der Verbraucherpreise am 1. Januar 1990 gebunden. Der Betrag wird jedes Jahr entsprechend der Entwicklung dieses Index geändert.

Art. 3. Man geht davon aus, dass eine öffentliche Behörde eine Vorherrschende Stellung bei der Gründung oder Leitung einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht oder einer gemeinnützigen Anstalt einnimmt, wenn mindestens zwei Drittel der Mitglieder des Verwaltungsrates der Vereinigung oder der Anstalt Vertreter einer öffentlichen Behörde sind.

Art. 4. § 1. Der in Artikel 3 des Dekrets erwähnte Arbeitgeber, der Arbeitnehmer im Rahmen des PRIME-Programms einstellen möchte, stellt einen Antrag bei der Verwaltung anhand eines Formulars, das die subregionalen Dienststellen für Arbeitsbeschaffung oder die Verwaltung ihm zur Verfügung stellen bzw. stellt.

Der Antrag erhält eine Eintragsnummer, sobald er eingegangen ist; diese Nummer wird dem Arbeitgeber mit einer Empfangsbescheinigung übermittelt.

Ein genauer Bericht über die Ausführung der Tätigkeiten und die Finanzierungskonten bezüglich des vorhergehenden Rechnungsjahres sowie ein Exemplar der eventuell erfolgten Veröffentlichungen müssen dem Antrag der Arbeitgeber beigelegt werden, die während des vorhergehenden Jahres Arbeitnehmer im Rahmen des dritten Beschäftigungssektors, des zeitweiligen Sonderstellenplans oder des PRIME-Programms beschäftigt haben.

Ferner müssen die gleichen Dokumente der Verwaltung und dem Subregionalen Ausschuss für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung, in dessen Zuständigkeitsgebiet die Tätigkeiten hauptsächlich ausgeführt werden, in dem Monat vor jedem Jahrestag des ursprünglichen Beschlusses und jedenfalls bei der Einreichung jedes Antrags, über den noch kein Beschluß gefaßt worden ist, zugesandt werden.

§ 2. Die Verwaltung bearbeitet den Antrag und beurteilt die Ausführung der Tätigkeiten.

§ 3. Die Verwaltung fordert den Subregionalen Ausschuss für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung, in dessen Zuständigkeitsgebiet die Tätigkeiten hauptsächlich ausgeführt werden, auf, innerhalb dreißig Tagen ab Empfang des Entwurfs ein Gutachten abzugeben, und läßt sich vom Ausschuss alle Auskünfte geben, die er zur Bearbeitung der Anträge für zweckdienlich hält. Nach Ablauf dieser Frist ist das Gutachten nicht mehr erforderlich.

Das Gutachten des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung muß mit Gründen versehen werden und sich insbesondere auf folgendes beziehen :

1. die Übereinstimmung der für die geplanten Tätigkeiten verlangten Qualifikation mit der Qualifikation der Arbeitslosen der Region;
2. die Übereinstimmung der beantragten Anzahl Arbeitnehmer mit der anfallenden Arbeit;
3. die Ausfallbürgschaften;
4. die Gemeinnützigkeit der geplanten Tätigkeiten und das Nichtvorhandensein einer Gewinnerzielungsabsicht bei diesen Tätigkeiten;
5. die mögliche Konkurrenz der geplanten Tätigkeiten mit dem kommerziellen Sektor.

Er hört in jedem Fall den zuständigen Inspektor der Projekte an.

§ 4. Die Verwaltung gibt aufgrund der verschiedenen Berichte, die ihr übermittelt werden, ein Gutachten über den Antrag ab und übermittelt dem Minister innerhalb 45 Kalendertagen nach Ablauf der in § 3 vorgesehenen Frist eine vollständige Akte sowie den Vorschlag eines Beschlusses.

§ 5. Der Minister läßt die Akte von der in Artikel 8 des Dekrets vorgesehenen Kommission prüfen. Letztere setzt sich zusammen aus zwei Vertretern des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, und zwei Vertretern des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört.

An den Sitzungen dieser Kommission nehmen zwei Vertreter der Französischen Gemeinschaft und ein Vertreter der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit beratender Stimme teil, wenn diese Gemeinschaften betroffen sind.

Die Kommission beschließt gegebenenfalls, den Arbeitgeber anzuhören.

§ 6. Der Minister faßt einen Beschluß und legt diesen dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, zur Genehmigung vor.

§ 7. Die Verwaltung stellt dem GRABA, dem Arbeitgeber und dem Subregionalen Ausschuss für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung den Beschluß zu.

§ 8. Die Einstellungen der Arbeitnehmer müssen innerhalb sechs Monaten ab dem ersten Tag des Monats nach der Zustellung des Beschlusses und innerhalb eines Monats ab dem Tag der Aushändigung der individuellen Unterlage, in der die vom GRABA vorgeschlagenen Arbeitnehmer aufgeführt sind, erfolgen.

Im Falle einer Ersetzung müssen die Arbeitnehmer innerhalb dreier Monate ab dem ersten Tag des Monats nach demjenigen, an dem die Beschäftigung der Arbeitnehmer, die sie ersetzen werden, endet, und innerhalb eines Monats ab dem Tag der Aushändigung der individuellen Unterlage, in der die vom GRABA vorgeschlagenen Arbeitnehmer aufgeführt sind, eingestellt werden.

§ 9. Eine nach Ablauf dieser Fristen noch nicht erfolgte Einstellung darf nicht zu der Beteiligung der Region an den Entlohnungen und den Sozialversicherungsbeiträgen führen.

Die Beschäftigung der Arbeitnehmer darf nicht zu der Beteiligung der Region an den Entlohnungen und den Sozialversicherungsbeiträgen führen, solange der Direktor der subregionalen Dienststelle für Arbeitsbeschaffung den Vertrag nicht genehmigt hat.

Der Direktor der subregionalen Dienststelle für Arbeitsbeschaffung genehmigt die Verträge erst, nachdem er nachgeprüft hat, ob die Arbeitnehmer die in den Artikeln 2 und 11, Absatz 2, des Dekrets vorgesehenen Einstellungsbedingungen erfüllen.

Für jeden Arbeitnehmer teilt er der Buchhaltung des GRABA und dem Arbeitgeber den Prozentsatz des vom Arbeitgeber zu zahlenden Beitrags sowie die anzuwendende Gehaltstabelle mit, wobei er gegebenenfalls der Beschäftigung des Arbeitnehmers im Dienst desselben Arbeitgebers seit dem 1. Januar 1987 Rechnung trägt.

§ 10. Der in Artikel 4, Absatz 1 des Dekrets vorgesehene Beschäftigungszeitraum gilt ab dem Tag, an dem die Ausführung des ersten Arbeitsvertrags beginnt, oder, im Falle einer Verlängerung, ab dem Tag des Beschlusses zu dieser Verlängerung, wenn zu diesem Zeitpunkt mindestens ein Arbeitnehmer keine Kündigung erhalten hat.

Art. 5. § 1. Der in Artikel 16 des Dekrets erwähnte Arbeitgeber, der Arbeitnehmer im Rahmen des PRIME-Programms einstellen möchte, stellt einen Antrag per Einschreiben bei der Verwaltung anhand eines Formulars, das die subregionalen Dienststellen für Arbeitsbeschaffung oder die Verwaltung ihm zur Verfügung stellen bzw. stellt.

Der Antrag erhält eine Eintragungsnummer, sobald er eingegangen ist.

Der Arbeitgeber fügt seinem Antrag einen genauen Bericht über die Ausführung der Tätigkeiten und die Finanzierungskonten bezüglich des vorhergehenden Rechnungsjahres sowie ein Exemplar der eventuell erfolgten Veröffentlichungen bei.

Ferner müssen die gleichen Dokumente der Verwaltung in dem Monat vor jedem Jahrestag des ursprünglichen Beschlusses und jedenfalls bei der Einreichung jedes Antrags, über den noch kein Beschluß gefaßt worden ist, zugeschickt werden.

§ 2. Die Verwaltung bearbeitet den Antrag, beurteilt die Ausführung der Tätigkeiten, gibt ein Gutachten ab und übermittelt dem Minister dann innerhalb 45 Kalendertagen eine vollständige Akte sowie den Vorschlag eines Beschlusses.

§ 3. Der Minister läßt die Akte von der in Artikel 8 des Dekrets vorgesehenen Kommission, deren Zusammensetzung und Arbeitsweise Artikel 3, § 5 entsprechen, prüfen und befindet innerhalb 30 Kalendertagen darüber.

§ 4. Der Minister faßt einen Beschluß und legt diesen dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, zur Genehmigung vor. Wenn diese Genehmigung nicht binnen fünf Kalendertagen nach Eingang der Akte erteilt worden ist, gilt letztere als günstig.

§ 5. Der Minister stellt dem Arbeitgeber, der Verwaltung und dem GRABA den Beschluß zu.

§ 6. Die Einstellungen der Arbeitnehmer müssen innerhalb dreier Monate ab dem ersten Tag des Monats nach dem Tag, an dem die in Artikel 15 des Dekrets erwähnten Bestimmungen nicht mehr zur Anwendung kommen, erfolgen.

Wenn es sich um neue Arbeitnehmer handelt, darf ihre Beschäftigung nicht zu der Beteiligung der Region an den Entlohnungen und den Sozialversicherungsbeiträgen führen, solange der Direktor der subregionalen Dienststelle für Arbeitsbeschaffung den Vertrag nicht genehmigt hat.

Der Direktor der subregionalen Dienststelle für Arbeitsbeschaffung genehmigt die Verträge erst, nachdem er nachgeprüft hat, ob die Arbeitnehmer die Einstellungsbedingungen erfüllen.

Für jeden Arbeitnehmer teilt er der Buchhaltung des GRABA und dem Arbeitgeber den Prozentsatz des vom Arbeitgeber zu zahlenden Beitrags sowie die anzuwendende Gehaltstabelle mit, wobei er gegebenenfalls der Beschäftigung des Arbeitnehmers in Dienst desselben Arbeitgebers seit dem 1. Januar 1987 Rechnung trägt.

§ 7. Der in Artikel 4, Absatz 1, des Dekrets vorgesehene Beschäftigungszeitraum gilt ab dem Tag, an dem die Ausführung des ersten Arbeitsvertrags beginnt, oder, im Falle einer Verlängerung, ab dem Tag des Beschlusses zu dieser Verlängerung, wenn zu diesem Zeitpunkt mindestens ein Arbeitnehmer keine Kündigung erhalten hat.

Art. 6. Die in Artikel 5, Absatz 1, a, Nr. 4, des Dekrets erwähnte durchschnittliche Anzahl Arbeitnehmer, die im Laufe der drei Jahre vor der Antragstellung beschäftigt waren, entspricht dem Quotienten der Gesamtzahl der Arbeitnehmer, die am Ende eines jeden Quartals jedes der drei berücksichtigten Jahre beim Landesamt für Soziale Sicherheit, gemeldet worden sind, geteilt durch die Anzahl Quartale, für die im Laufe dieser drei Jahre eine Erklärung bei diesem Amt eingereicht worden ist.

Wenn am Tag, an dem die Berechnung erfolgt, eine bzw. mehrere vierteljährliche Meldungen nicht beim Landesamt für Soziale Sicherheit gemacht worden sind, muß für die Zeiträume, die nicht den Gegenstand von Meldungen gebildet haben, das arithmetische Mittel der Anzahl-Arbeitnehmer berücksichtigt werden, die auf den eingereichten vierteljährlichen Meldebogen angegeben sind.

Für die beschäftigten Arbeitslosen wird die durchschnittliche Anzahl durch das arithmetische Mittel der Anzahl Arbeitslose ermittelt, die der Arbeitgeber im Laufe jedes der Quartale der berücksichtigten Jahre beschäftigt hat.

Art. 7. Aufgrund von Artikel 8, Absatz 4, des Dekrets bricht der Minister die finanzielle Beteiligung der Region ab und fordert den Arbeitgeber auf, diese Beteiligung in folgenden Fällen ganz oder teilweise zurückzahlen:

1. wenn der Arbeitgeber eine oder mehrere Bedingungen, denen sein Antrag gemäß Artikel 5 des Dekrets genügen muß, nicht einhält;
2. wenn er die Bedingungen, die eventuell im Beschluß zur Genehmigung des Antrags erwähnt sind, nicht einhält;
3. wenn er andere Tätigkeiten ausführen läßt als diejenigen, die den Gegenstand des Beschlusses zur Genehmigung des Antrags gebildet haben;
4. wenn der dem GRABA den in Artikeln 6 und 17 des Dekrets bzw. aufgrund von Artikel 7 dieses Dekrets vorgesehenen Beitrag nicht binnen der in Artikel 12, Absatz 3, des Dekrets vorgesehenen Frist zurückzahlt;
5. wenn er diesen Beitrag zu Lasten der Arbeitnehmer läßt.

Das GRABA nimmt die Beitreibung vor und übermittelte der Mehrwertsteuer, Registrierungs- und Domänenverwaltung die Akten der widerspenstigen Schuldner.

Die von dieser Verwaltung vorzunehmenden zwangsbeitreibungen erfolgen gemäß Artikel 3 des domanialen Gesetzes vom 22. Dezember 1949; die beigetriebenen Summen werden dem GRABA nach Abzug der eventuellen Unkosten zurückerstattet.

Art. 8. Unbeschadet der Aufgaben, die dem Amtspersonen der Gerichtspolizei obliegen, überwachen und kontrollieren die zu diesem Zweck bestellten Bediensteten der Verwaltung die Durchführung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses. Sie dürfen dem übertreter Mahnungen zugehen lassen, eine Frist setzen, die ihm ermöglichen soll, die Angelegenheit in Ordnung zu bringen, und Protokolle aufnehmen.

Eine Abschrift des Protokolls muß dem übertreter binnen 14 Tagen nach Feststellung der Verstöße zugestellt werden.

Das GRABA darf sich jedes Dokument geben lassen, das es zur Erfüllung der ihm gemäß dem Artikel 12 des Dekrets obliegenden Aufgaben für erforderlich hält.

Art. 9. Was die Wallonische Region betrifft, werden folgende Bestimmungen aufgehoben:

1. der Königliche Erlaß vom 29. März 1982 zur Durchführung von Abschnitt 3, Zeitweiliger Sonderstellenplan, des Kapitels III des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 über die Haushaltsvor schläge 1977-1978, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. März 1984 und vom 29. Oktober 1986;

2. der Königliche Erlaß vom 29. Oktober 1988 zur Ausführung des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Ausarbeitung eines Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor;

3. der Königliche Erlaß vom 4. Februar 1987 zur Festlegung der Zusammensetzung der interministeriellen Kommission für den dritten Beschäftigungssektor und den zeitweiligen Sonderstellenplan;

4. de Königliche Erlaß vom 16. Februar 1987 zur Ausführung von Artikel 2, § 2, Nr. 5 und Nr. 6 des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Ausarbeitung eines Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor;

5. Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 16. Februar 1987 zur Ausführung von Artikel 2, § 3, des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Ausarbeitung eines Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor;

6. der ministerielle Erlaß vom 31. Dezember 1986 zur Durchführung von Artikel 3, § 2, Absatz 2, des Königlichen Erlasses vom 29. März 1982 zur Durchführung von Abschnitt 3, Zeitweiliger Sonderstellenplan, des Kapitels III des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 über die Haushaltsvorschläge 1977-1978;

7. der ministerielle Erlaß vom 31. Dezember 1986 zur Ausführung von Artikel 17, Absatz 4 des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Ausarbeitung eines Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor.

Art. 10. Vorliegender Erlaß wird mit dem Tag des Inkrafttretens des Dekrets wirksam.

Die in Artikel 9, Nr. 2, 3, 4, 5 und 7 erwähnten Bestimmungen gelten jedoch so lange wie die in Artikel 16 des Dekrets erwähnten Bestimmungen.

Art. 11. Der Minister der Ländlichen Erneuerung der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Juni 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung
E. HISMANS

VERTALING

N 90 — 1754

22 JUNI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector (1)

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de FOREM;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat het noodzakelijk is dat de uitvoeringsmaatregelen van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector en het decreet tegelijkertijd in kracht treden;

Op de voordracht van de Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

2° de Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort;

3° de administratie : de Algemene Directie van Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° de FOREM : de Gemeenschaps- en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling;

5° de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling : de subregionale diensten voor arbeidsbemiddeling van de FOREM.

Art. 2. De in artikel 7 van het decreet bedoelde ouders genieten, tot dat het jongste kind de ouderdom van drie jaar heeft bereikt, van de tenlasteneming door het Gewest van de lonen en eraan verbonden sociale bijdragen voor :

a) een voltijdse kinderverzorgster en een half-time werkster indien drie à vier kinderen zijn geboren;

b) een voltijdse kinderverzorgster en werkster indien meer dan vier kinderen zijn geboren.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad*:
Decreet van 31 mei 1990, *Belgisch Staatsblad* van 16 juni 1990.

Er is een bijdrage verschuldigd indien het belastbare inkomen van de ouders vermeld in het aanslagbiljet betreffende de belasting op de natuurlijke personen voor het fiscaal boekjaar dat de indiening van de aanvraag en elke verjaardag van de beslissing voorafgaat niet hoger is dan 1 500 000 F.

Indien hun inkomen hoger is dan 1 500 000 F is een bijdrage gelijk aan dewelke vastgesteld is in artikel 6, § 3, van het decreet verschuldigd.

Het bedrag van 1 500 000 F is gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van het indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 1990. Het bedrag wordt ieder jaar gewijzigd naar gelang de evolutie van dit indexcijfer.

Art. 3. Er moet mee gerekend worden dat een openbare overheid een beslissende rol speelt in de oprichting of in de leiding van een vereniging zonder winstoogmerk of van een instelling van algemeen nut wanneer minstens twee derden van de leden van de raad van bestuur van de vereniging of van de instelling vertegenwoordigers zijn van een openbare overheid.

Art. 4. § 1. De in artikel 3 van het decreet bedoelde werkgever die werknemers in het programma « P.R.I.M.E. » wenst in dienst te nemen richt aan de administratie een aanvraag op een door de subregionale diensten voor arbeidsbemiddeling of door de administratie ter zijne beschikking gestelde formulier.

Bij haar ontvangst krijgt de aanvraag een inschrijvingsnummer dat met een ontvangstbewijs aan de werkgever wordt medegedeeld.

Een nauwkeurig verslag over de uitvoering van de activiteiten met de rekeningen betreffende het vorig boekjaar, alsmede een exemplaar van de eventuele verrichte publicaties moeten worden gevoegd bij de aanvraag van de werkgevers die, tijdens het afgelopen jaar, werknemers van het derde arbeidscircuit, van het bijzonder tijdelijk kader of van het programma « P.R.I.M.E. » in dienst hadden.

Bovendien moeten dezelfde documenten verstuurd worden naar de administratie en naar het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming van het ambtsgebied waar de activiteiten hoofdzakelijk plaats vinden binnen de maand die elke verjaardag van de eerste beslissing voorafgaat en, in ieder geval, bij de indiening van elke aanvraag die nog niet het onderwerp van een beslissing is geweest.

§ 2. Het onderzoek van de aanvraag en de schatting van de uitvoering van de activiteiten worden door de administratie uitgevoerd.

§ 3. De administratie verzoekt het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming van het ambtsgebied waar de activiteiten hoofdzakelijk plaats vinden een advies te geven binnen de dertig dagen vanaf de ontvangst van het project en vraagt aan het comité alle inlichtingen die zij nuttig acht voor het onderzoek van de aanvraag. Na verloop van dit termijn is het advies niet meer gevraagd.

Het advies van het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming moet gemotiveerd zijn en o.a. betrekking hebben op :

1° de overeenstemming van de gevraagde kwalificaties voor de geplande activiteiten met de kwalificaties van de werklozen van de streek;

2° de overeenstemming van het aantal gevraagde werknemers met het volume van het te verrichten werk;

3° de waarborgen voor de goede afloop;

4° het algemeen nut en de afwezigheid van winstgevend doel der geplande activiteiten;

5° de eventuele concurrentie van de geplande activiteiten met de commerciële sector.

Voor elk geval verhoort het de bevoegde projecteninspecteur.

§ 4. In verband met de verschillende verslagen die haar overgemaakt werden, geeft de administratie een advies over de aanvraag en maakt ze het dossier en een beslissingsvoorstel over aan de Minister binnen een termijn van 45 kalenderdagen vanaf het einde van het in § 3 voorziene termijn.

§ 5. De Minister laat het dossier onderzoeken door de commissie vermeld in artikel 8 van het decreet. Deze bestaat uit twee vertegenwoordigers van de Minister tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort en van twee vertegenwoordigers van de Minister tot wiens bevoegdheden de begroting behoort.

Twee vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap en een vertegenwoordiger van de Duitstalige Gemeenschap wanneer deze gemeenschappen ermee betrokken zijn, wonen met raadgevende stem, de vergaderingen van deze commissie bij.

In voorkomend geval beslist de commissie de werkgever te verhoren.

§ 6. De Minister neemt een beslissing en laat ze viseren door de Minister tot wiens bevoegdheden de begroting behoort.

§ 7. De administratie betekent haar beslissing aan de FOREM, aan de werkgever en aan het subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming.

§ 8. De indienstnemingen van de werknemers moeten plaats vinden binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de eerste dag van de maand na de betekening van de beslissing en binnen een termijn van één maand vanaf de dag van aflevering van het persoonlijk document voor de voorstelling van de werknemers door de FOREM.

In geval van vervanging moeten de werknemers in dienst genomen worden binnen de drie maanden vanaf de eerste dag van de maand na de datum van het einde van de tewerkstelling der werknemers die zij zullen vervangen en binnen een termijn van één maand na de datum van aflevering van het persoonlijk document voor de voorstelling van de werknemers door de FOREM.

§ 9. Na deze termijnen kan geen indienstneming die nog niet gebeurt is aanleiding geven tot de tussenkomst van het Gewest in de lonen en sociale bijdragen.

De indienstneming van de werknemers kan geen aanleiding geven tot de tussenkomst van het Gewest in de lonen en sociale bijdragen zolang de overeenkomst niet goedgekeurd werd door de directeur van de subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling.

De directeur van de subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling keurt de overeenkomsten enkel goed na het onderzoek naar het feit of de werknemers de in artikelen 2 en 11, 2e lid, van het decreet voorziene indienstnemingsvoorwaarden vervullen.

Voor elke werknemer deelt hij mede aan de comptabiliteit van de FOREM en aan de werkgever het percentage van de bijdrage die aan de werkgever zal worden gevraagd alsmede de toepasselijke weddeschaal, rekening houdend, in voorkomend geval, met de indienstneming van de werknemer bij dezelfde werkgever sinds 1 januari 1987.

§ 10. De in artikel 4, 1e lid, van het decreet voorziene tewerkstellingsperiode begint op de dag waarop de uitvoering van de eerste arbeidsovereenkomst begint of, in geval van verlenging, op de dag van de beslissing van voormelde verlenging indien minstens één werknemer op die datum geen ontslagvooropzeg heeft gekregen.

Art. 5. § 1. De in artikel 16 van het decreet bedoelde werkgever die werknemers in het programma « P.R.I.M.E. » wenst in dienst te nemen richt aan de administratie een aanvraag op een door de subregionale diensten voor arbeidsbemiddeling of door de administratie ter zijner beschikking gestelde formulier.

Bij haar ontvangst krijgt de aanvraag een inschrijvingsnummer.

Bij zijn aanvraag voegt hij een nauwkeurig verslag over de uitvoering van de activiteiten met de rekeningen betreffende het vorig boekjaar, alsmede een exemplaar van de eventuele verrichte publicaties.

Bovendien moeten dezelfde documenten naar de administratie verstuurd worden binnen de maand die elke verjaardag van de eerste beslissing voorafgaat en, in ieder geval, bij de indiening van elke aanvraag die nog niet het onderwerp van een beslissing is geweest.

§ 2. De administratie onderzoekt de aanvraag, maakt een schatting van de uitvoering der activiteiten, geeft een advies en richt een volledig dossier alsmede een beslissingsvoorstel aan de Minister binnen een termijn van 45 kalenderdagen.

§ 3. De Minister laat het dossier onderzoeken door de commissie voorzien bij artikel 8 van het decreet, dewelke samengesteld is en werkt zoals voorzien in artikel 3, § 5 en een beslissing neemt binnen de 30 kalenderdagen.

§ 4. De Minister neemt een beslissing en laat ze viseren door de Minister tot wiens bevoegdheden de begroting behoort. Indien het visum niet gegeven is binnen de vijf kalenderdagen vanaf de ontvangst van het dossier is het geacht gunstig te zijn.

§ 5. De Minister betekent de beslissing aan de werkgever, aan de administratie en aan de FOREM.

§ 6. De indienstneming van de werknemers moeten plaats vinden binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de eerste dag van de maand die de datum volgt waarop de bepalingen vermeld in artikel 15 van het decreet niet meer van toepassing zijn.

Voor zover het nieuwe werknemers betreft mag hun indienstneming geen aanleiding geven tot een tussenkomst van het Gewest in de lonen en sociale bijdrage zolang de overeenkomst niet goedgekeurd werd door de directeur van de subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling.

De directeur van de subregionale dienst voor arbeidsbemiddeling keurt de overeenkomsten enkel goed na het onderzoek naar het feit dat de werknemers de indienstnemingsvoorwaarden vervullen.

Voor elke werknemer deelt hij mede aan de comptabiliteit van de FOREM en aan de werkgever het percentage van de bijdrage die aan de werkgever zal worden gevraagd alsmede de toepasselijke weddeschaal, rekening houdend, in voorkomend geval, met de indienstneming van de werknemer bij dezelfde werkgever sinds 1 januari 1987.

§ 7. De in artikel 4, 1e lid, van het decreet voorziene tewerkstellingsperiode begint op de dag waarop de uitvoering van de eerste arbeidsovereenkomst begint of, in geval van verlenging, op de dag van voormelde verlenging indien minstens één werknemer op die datum geen ontslagvoorzeg heeft gekregen.

Art. 6. Het in artikel 5, 1e lid, a, 4^o, van het decreet vermeld gemiddeld aantal werknemers in dienst tijdens de drie jaren die de aanvraag voorafgaat is het quotiënt van het totaal aantal werknemers aangegeven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op het einde van elke trimester van elk der drie beschouwde jaren gedeeld door het aantal trimesters waarvoor een aangifte bij deze dienst ingediend werd tijdens deze drie laatste jaren.

Wanneer op de dag van de berekening één of meerdere driemaandelijks aangiften niet bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingediend werden, dient men rekening te houden, voor de periodes die niet aangegeven werden, met het rekenkundig gemiddelde van het aantal werknemers vermeld op de ingediende driemaandelijks aangiften.

Wat betreft de tewerkgestelde werklozen wordt het gemiddeld aantal vastgesteld door het rekenkundig gemiddelde van het aantal werklozen in dienst bij de werkgever tijdens iedere trimester van de beschouwde jaren.

Art. 7. Krachtens artikel 8, 4e lid, van het decreet, doet de Minister de financiële tussenkomst van het Gewest beëindigen en vraagt hij aan de werkgever de terugbetaling van het geheel of van een deel van deze tussenkomst in de volgende gevallen :

1^o indien de werkgever één of meerdere voorwaarden die zijn aanvraag overeenkomstig artikel 5 van het decreet moet vervullen niet naleeft.

2^o indien hij de in de beslissing tot goedkeuring van zijn aanvraag eventueel vermelde voorwaarden niet naleeft;

3^o indien hij andere activiteiten doet uitvoeren dan dewelke het onderwerp waren van de beslissing tot goedkeuring van de aanvraag;

4^o indien hij de bijdrage voorzien in artikelen 6 en 17 van het decreet of krachtens artikel 7 van hetzelfde decreet niet aan de FOREM terugbetaalt binnen het in artikel 12, 3e lid, van het decreet voorziene termijn;

5^o indien hij deze bijdrage ten laste van de werknemers zet.

De FOREM gaat over tot de invordering en maakt de dossiers van de weerbarstige schuldenaren over aan het Bestuur van de BTW, Registratie en Domeinen.

De door dit bestuur te verrichten invorderingen gebeuren overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949; de ingevorderde bedragen worden aan de FOREM terugbetaald mits aftrekking van de eventuele kosten.

Art. 8. Onverminderd de plichten die ten laste vallen van de officieren van de gerechtelijke politie houden de voor dit doeleinde aangewezen ambtenaren van de administratie toezicht en controle op de uitvoering van dit decreet en van dit besluit. Zij hebben het recht waarschuwingen te geven, een tijd te bepalen voor de overtreder om hem toe te laten zich in orde te zetten en processen-verbalen op te maken.

Binnen de veertien dagen van de vaststelling van de tekortkomingen moet een kopie van het proces-verbaal aan de overtreder betekend worden.

De FOREM is gemachtigd zich alle documenten die ze nodig acht om de haar overeenkomstig artikel 12 van het decreet toegekende opdrachten uit te voeren, ter hand te laten stellen.

Art. 9. Wat betreft het Waalse Gewest, zijn de volgende bepalingen opgeheven :

1^o het koninklijk besluit van 29 maart 1982 tot uitvoering van afdeling 3, Bijzonder Tijdelijk Kader, van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 maart 1984 en van 29 oktober 1986;

2^o het koninklijk besluit van 29 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

3° het koninklijk besluit van 4 februari 1987 tot vaststelling van de samenstelling van de interministeriële commissie met betrekking tot het Derde arbeidscircuit en het Bijzonder Tijdelijk Kader;

4° het koninklijk besluit van 17 februari 1987 tot uitvoering van artikel 2, § 2, 5° en 6°, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

5° artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 februari 1987 tot uitvoering van artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

6° het ministerieel besluit van 31 december 1986 tot uitvoering van artikel 3, § 2, 2e lid, van het koninklijk besluit van 29 maart 1982 tot uitvoering van afdeling 3, Bijzonder Tijdelijk Kader, van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

7° het ministerieel besluit van 31 december 1986 tot uitvoering van artikel 17, 4e lid, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op de dag van de inkrachttrading van het decreet.

De in artikel 9, 2°, 3°, 4°, 5° en 7° bedoelde bepalingen blijven echter even lang van toepassing als dewelke bedoeld in artikel 15 van het decreet.

Art. 11. De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 juni 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,
E. HISMANS

F 90 — 1755

22 JUIN 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution de l'article 7 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand (1)

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 7;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées, le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire que les nouvelles mesures qui imposent une intervention financière particulière aux employeurs qui mettent des travailleurs à la disposition de tiers utilisateurs entrent en vigueur en même temps que le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Services d'aides ménagères à tarif social

Article 1^{er}. Les employeurs visés à l'article 3 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand peuvent mettre des aides ménagères à la disposition de personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, dénommées ci-après tiers utilisateurs, à condition qu'il s'agisse d'aides ménagères destinées à compléter les prestations fournies par un service agréé d'aide aux familles et/ou aux personnes âgées.

On entend par personnes défavorisées dont la situation requiert une aide à leur domicile, les personnes auxquelles une contribution horaire ne dépassant pas 200 francs est ou serait demandée en contrepartie de services rendus par une aide familiale ou une aide senior.

Art. 2. Les aides ménagères ne peuvent accomplir les activités pour lesquelles des subventions sont prévues en cas d'occupation d'aides familiales ou d'aides seniors.

Art. 3. Chaque tiers utilisateur ne peut bénéficier simultanément des services de plusieurs aides ménagères. La durée des prestations fournies à chaque tiers utilisateurs ne peut excéder deux journées complètes de travail par semaine.

Art. 4. Le montant horaire de rétribution est identique au montant prévu, dans un cas semblable, par la réglementation relative à l'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 5. La Région prend en charge la rémunération des aides ménagères prévue à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mai 1990 précité et les cotisations sociales prévues à l'article 6, § 2, du même décret, après déduction d'un montant égal à 7,5 %.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Décret du 31 mai 1990, *Moniteur belge* du 16 juin 1990.